

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/AG/R/15

26 novembre 2004

(04-5147)

Comité de l'agriculture  
Session extraordinaire

## RAPPORT RÉSUMÉ DE LA VINGT-SIXIÈME RÉUNION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE TENUE LE 8 OCTOBRE 2004

### Note du Secrétariat<sup>1</sup>

1. La Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, qui a été établie par le Conseil général (WT/GC/M/53), poursuit les négociations au titre des paragraphes 13 et 14 et des autres dispositions pertinentes de la Déclaration ministérielle de Doha. La vingt-sixième réunion formelle a eu lieu le 8 octobre 2004 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Tim Groser (Nouvelle-Zélande).

2. L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/2384 a été adopté.

#### POINT A i): DÉCLARATION DU PRÉSIDENT

3. La déclaration du Président est jointe au présent document.

#### POINT A ii): DÉCLARATIONS DES PARTICIPANTS

4. Le représentant de la Croatie, intervenant au nom de six pays qui ont récemment accédé à l'OMC (Albanie, Croatie, Géorgie, Jordanie, Moldova et Oman) et soutenu par la Chine et la Moldova, a dit que la section de la Décision du Conseil général du 1<sup>er</sup> août 2004 (WT/L/579, cadre convenu) consacrée à l'agriculture représentait une avancée considérable dans les négociations, mais qu'il restait encore beaucoup à faire. Les Membres devaient désormais utiliser efficacement le temps qui leur restait et progresser de manière structurée et urgente. Ils devraient prochainement s'attaquer aux véritables questions de fond, et ils avaient besoin d'une structure claire pour se mettre au travail. Acceptant la voie proposée par le Président, l'intervenant a souligné que l'appropriation politique ne pourrait avoir lieu que si tous les Membres participaient aux négociations et si tous les points de vue étaient pris en compte, y compris ceux des Membres qui avaient accédé récemment à l'OMC. Ces préoccupations étaient claires et avaient déjà été formulées. Pour parvenir à un résultat équilibré et équitable, il fallait de la souplesse.

5. Répondant à une question de la Barbade concernant l'annonce des questions à examiner et les textes qui serviraient à guider les discussions, le Président a dit que les textes figurant dans le document TN/AG/10 pourraient être utiles dans certains cas, mais qu'il valait mieux ne pas fixer de règle stricte. À propos de l'annonce des questions à examiner, il a dit qu'il comprenait cette préoccupation et qu'il s'efforcerait d'établir dès que possible les listes pour les réunions de novembre et décembre.

6. Cuba a dit qu'elle appuyait les déclarations faites par la Chine au nom du G-20 et par l'Indonésie au nom du G-33 à la Session extraordinaire informelle du 6 octobre. S'agissant de la

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

structure des travaux, il était très important selon elle que les méthodes et les procédures soient aussi transparentes que possible et ouvertes à tous. Dans la conduite des travaux, il était essentiel que le point de vue des petites délégations soit pris en compte et qu'elles aient suffisamment de temps pour se préparer aux réunions. Toutes les questions figurant dans le cadre convenu devaient être traitées sur un pied d'égalité, y compris celles qui intéressaient les pays en développement telles que les produits spéciaux, le mécanisme de sauvegarde spéciale, l'élimination des restrictions commerciales, le traitement des produits tropicaux, les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et l'érosion des préférences. Il ne fallait pas laisser ces questions pour la fin. De même, les catégories bleue et verte nécessitaient plus d'éclaircissements. Cuba a aussi soulevé la question du sous-comité du coton et a proposé que l'objectif des travaux soit d'élaborer des modalités d'ici à la sixième Conférence ministérielle.

7. La Trinité-et-Tobago, intervenant au nom du Groupe des pays ACP et soutenue par le Bénin, le Kenya, Maurice et le Rwanda, a dit que les préoccupations des pays en développement devaient être prises en compte dans cette phase technique des négociations. Il était vital que ces pays puissent appliquer des mesures en faveur du développement. En raison du lien étroit qui existait entre les différentes questions à négocier, il fallait que les négociations soient structurées, de façon que tous les domaines puissent avancer ensemble, y compris le traitement spécial et différencié. Les Membres avaient besoin de flexibilité pour préserver la production agricole, l'emploi et la sécurité alimentaire. Tout en jugeant acceptable l'approche proposée, le Groupe des pays ACP insistait sur la nécessité de la transparence et de la participation de tous. Au sujet de l'aide alimentaire, l'intervenant a dit qu'il fallait une approche pragmatique qui tienne compte des besoins des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Le mécanisme de sauvegarde spéciale à élaborer devrait être simple, efficace et transparent, afin de permettre aux pays en développement de se protéger contre les augmentations brusques des importations; il fallait donc se pencher à la fois sur le déclencheur et sur le calcul du droit de sauvegarde. L'intervenant a dit en conclusion que le Groupe des pays ACP collaborerait afin qu'il y ait une transition harmonieuse entre le cadre et les modalités complètes.

8. El Salvador a dit que les négociations avaient pris un bon départ au cours de la semaine, puisqu'on avait abordé certaines questions essentielles qui seraient discutées de manière plus approfondie par la suite. Il a fait observer que la liste des questions examinées durant la semaine n'était pas exhaustive et a souligné certains domaines qui l'intéressaient plus particulièrement, à savoir entre autres:

- la formule étagée de réductions tarifaires, qui devrait tenir compte du traitement spécial et différencié;
- le mécanisme de sauvegarde spéciale, qui devrait assurer une protection efficace contre les augmentations brusques des importations, être simple à mettre en œuvre et être utilisé de manière transparente;
- les produits spéciaux, pour lesquels il ne devrait y avoir ni réduction tarifaire ni augmentation des contingents tarifaires et que les pays en développement devraient avoir la faculté de désigner;
- les produits tropicaux, à propos desquels il fallait honorer l'engagement pris depuis longtemps de libéraliser de la façon la plus complète le commerce de ce type de produits agricoles;
- l'aide alimentaire, y compris la préservation des programmes légitimes d'aide alimentaire à but humanitaire destinés à lutter contre la pauvreté et la malnutrition dans les zones rurales;

- le soutien *de minimis*, compte tenu du fait qu'il s'agissait pour les pays en développement d'un moyen précieux de promouvoir leur politique agricole intérieure.

9. Le Nigéria, intervenant au nom du Groupe africain et soutenu par le Bénin, le Kenya, Maurice, le Rwanda, la Tunisie et le Zimbabwe, a dit que le cadre convenu était un pas dans la bonne direction et a assuré à tous les participants que le Groupe africain participerait de façon constructive à l'élaboration des modalités, dont il espérait qu'elles seraient prêtes pour la Conférence ministérielle à venir. Évoquant les principales préoccupations du Groupe africain, l'intervenant a souligné l'importance accordée dans le Programme de Doha pour le développement au traitement spécial et différencié, qui devait faire partie intégrante de tous les éléments des négociations. Cet aspect devait donc être traité de pair avec chacun des éléments essentiels des négociations. Le Groupe africain souhaitait que ses préoccupations essentielles soient examinées durant cette phase des négociations, à savoir: les questions relatives aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires; le fait que les pays les moins avancés ne soient pas tenus de prendre des engagements additionnels; les produits spéciaux et le mécanisme de sauvegarde spéciale; les préférences; et l'aide alimentaire. Au sujet du processus de négociation, l'intervenant a souligné l'importance de la transparence et de la participation de tous. S'agissant des travaux à entreprendre au sujet du coton, le Groupe africain tenait à ce que cette question soit régulièrement inscrite à l'ordre du jour de chaque session extraordinaire, avec un rapport du sous-comité. Le sous-comité lui-même devrait être constitué dès que possible, ses réunions devraient être ouvertes à tous, les principaux acteurs devraient tous y participer, et il devrait traiter des aspects de la question du coton qui concernaient aussi bien le commerce que le développement. Au sujet des aspects commerciaux, l'intervenant a fait observer qu'ils relevaient de chacun des trois piliers: accès aux marchés, soutien interne et concurrence à l'exportation. Enfin, il a dit que les délégations devraient être informées des questions à examiner bien avant les réunions, pour pouvoir se préparer.

10. La Tunisie a dit qu'il ne serait pas facile de définir les questions à examiner et que les modalités ne seraient négociées d'ici à la prochaine Conférence ministérielle que si tous les participants se montraient pragmatiques et réalistes. Pour parvenir à un accord, il faudrait la participation de tous et une transparence complète. Le traitement spécial et différencié faisait partie intégrante des trois piliers, et il faudrait tenir compte des préoccupations des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires lors de l'établissement des modalités, notamment au sujet des crédits à l'exportation. Il faudrait en outre que le mécanisme de sauvegarde spéciale s'inspire des propositions présentées par les Membres et offre une flexibilité plus grande que celle prévue à l'article 5.

11. La Moldova a dit que la phase des négociations qui était en cours serait plus compliquée que celle qui avait abouti au cadre convenu et qu'il fallait de la transparence. Ayant accédé récemment à l'OMC, elle était peu protégée et n'accordait pas de subventions à la production ou à l'exportation. Par conséquent, même un petit volume d'importations dont la production ou l'exportation était subventionnée pouvait causer de graves dommages sur son marché intérieur. Elle espérait que les engagements qu'elle avait contractés en accédant à l'OMC seraient pris en compte et que les négociations en cours n'auraient pas de résultats néfastes pour son agriculture ou son développement économique.

12. La Chine a signalé qu'il y avait encore beaucoup à faire pour traduire le cadre en modalités et que le temps était compté. Il était donc indispensable de répartir intelligemment le temps et les efforts. L'intervenant serait d'accord pour engager des discussions basées sur des textes, et il espérait que les participants seraient rapidement informés des questions à examiner, afin que des textes puissent être rédigés et que de véritables experts puissent participer aux discussions. Les débats de la Session extraordinaire informelle avaient été utiles, mais la Chine préférerait passer des questions générales aux questions particulières, des règles universelles aux exceptions éventuelles. L'intervenant a constaté que, durant la Session extraordinaire informelle, de nombreuses délégations

avaient souligné le rôle du Secrétariat, qui avait recueilli des données, procédé à des analyses et dispensé d'autres formes d'assistance technique. La Chine espérait qu'il jouerait un rôle accru en facilitant le processus de négociation. Enfin, tout en comprenant la difficulté qu'il y avait à équilibrer la transparence et l'efficacité, l'intervenant a dit que, pour assurer la réussite des négociations, il ne fallait pas se tromper.

13. La Bolivie a dit qu'elle était optimiste, même si le travail ne manquait pas. Les délégations devaient désormais intensifier les efforts techniques et consacrer du temps à l'analyse. L'organisation des travaux par le Président serait décisive, et la participation de tous serait essentielle. Parmi les résultats, il devrait y avoir un suivi des réductions du soutien interne et de l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation, ainsi qu'une analyse des pratiques commerciales. La Bolivie appuyait les demandes faites au Secrétariat de mettre à jour les documents.

14. Le Venezuela a dit qu'il fallait fixer un objectif clair pour la sixième Conférence ministérielle, qui se tiendrait dans un avenir assez proche. À son avis, les six mois à venir devraient servir à faire avancer les travaux techniques nécessaires à l'élaboration des modalités. Cela signifiait qu'il faudrait un programme de travail élaboré suffisamment tôt avant chaque réunion pour que les délégations puissent se préparer. Il faudrait se pencher sur toutes les questions figurant dans le cadre convenu et débattre des règles et des approches générales avant d'aborder les exceptions ou la flexibilité. Le traitement spécial et différencié était une règle générale et non un élément additionnel. Enfin, l'intervenant a réaffirmé l'importance de la transparence et de la participation de tous à ce stade des négociations.

15. Le Rwanda a dit que les préoccupations du Groupe africain devaient figurer au cœur des négociations et que le traitement spécial et différencié devrait faire partie intégrante de ces négociations.

16. Maurice, soutenue par le Pérou, les Philippines et le Zimbabwe, a dit que le débat sur les règles générales ne pouvait être dissocié du traitement spécial et différencié, qui faisait partie intégrante des négociations. Les travaux généraux risquaient en effet de compromettre le traitement spécial et différencié. Maurice a dit qu'elle distribuerait le texte de ses idées sur la concurrence à l'exportation. Elle espérait aussi que les textes pouvant être lus indépendamment qui seraient établis traiteraient, entre autres, du traitement spécial et différencié.

17. La Trinité-et-Tobago, la Chine (pour le G-20), le Venezuela, le Bénin, l'Équateur, la Colombie, la Jamaïque, la Thaïlande, le Kenya, le Costa Rica, le Pérou, les Philippines, Maurice et la Suisse (pour le G-10) ont demandé que les déclarations qu'ils avaient faites à la Session extraordinaire informelle du 6 octobre figurent dans le rapport résumé de la réunion formelle (voir les pièces jointes).

#### POINT B: AUTRES QUESTIONS

##### *Rapport du Président au Comité des négociations commerciales*

18. Le Président a dit que, sous sa responsabilité en qualité de Président, il rendrait compte de la présente réunion au Comité des négociations commerciales.

##### *Date de la prochaine session extraordinaire*

19. Le Président a informé le Comité que la réunion suivante de la Session extraordinaire se tiendrait le 19 novembre 2004.

**Déclaration de M. l'Ambassadeur Tim Groser,  
Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture**

Je tiens à vous exprimer mes plus vifs remerciements pour le lancement très constructif de ce qui est clairement pour moi une nouvelle phase de ces négociations – postérieure à l'adoption du cadre. D'après les interventions faites au cours de la Session extraordinaire informelle, il est évident que tout un chacun comprend parfaitement qu'il y a un immense travail à accomplir.

Il faut noter que nous avons déjà accompli une grande quantité de travaux techniques. Mais je pense que, maintenant que le cadre a été adopté, ces travaux doivent être réinterprétés de façon subtile. Si je puis prendre comme exemple le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), un gros travail technique a effectivement été accompli, et une bonne partie de ce travail constituera pour nous une référence précieuse. Toutefois, tant qu'il n'avait pas été décidé dans le principe d'avoir un MSS, il était un peu difficile de mener ce travail très loin. À présent, nous avons décidé clairement qu'il y aurait un MSS. Je pense donc que, même dans un domaine comme celui-là, où un gros travail technique a été fait, la tonalité est sensiblement différente à cette étape postérieure au cadre.

Ma remarque suivante est qu'il nous faut absolument passer aux discussions basées sur des textes. Certains d'entre vous au moins étaient présents dans la salle le dimanche 1<sup>er</sup> août vers minuit, quand j'ai fait sérieusement remarquer qu'en cherchant à protéger frileusement leur position de négociation, imaginaire ou réelle, les représentants avaient retardé pendant bien trop longtemps le passage à une négociation basée sur des textes et qu'ils n'en appréciaient évidemment pas les conséquences. J'ai donc demandé à tous, à vos ambassadeurs, à vos ministres et à vos chefs de délégation, de s'en souvenir pour la phase suivante et de ne pas passer autant de temps à vous inquiéter de savoir ce qui est ou n'est pas une "base de négociation".

J'ai utilisé alors, et j'utiliserai de nouveau aujourd'hui, ce qui était mon premier projet de cadre. Ce projet que j'avais présenté souffrait d'un sérieux déséquilibre politique quant à la question du traitement et du choix des produits essentiels pour les pays en développement. Mais les pays en développement, tout en constatant ce déséquilibre, ont eu la sagesse de ne pas s'en servir comme prétexte pour mettre le texte au panier et, comme les événements l'ont démontré, il a été parfaitement possible, lorsque nous avons abordé la négociation d'un texte, de remédier à ce déséquilibre. Ce déséquilibre n'apparaît plus dans le texte que vous avez approuvé. Pour moi, la leçon est claire: n'exagérez pas de nouveau l'importance des termes "en prenant comme base", sans quoi vous referez la même erreur, et aucun d'entre nous n'en appréciera les conséquences.

Nous avons en fait trois points de référence essentiels pour cette phase de la négociation. Nous avons le corpus du droit et de la jurisprudence de l'OMC. Nous avons la Déclaration de Doha. Et, pour l'agriculture, nous avons le cadre, qui a été approuvé. Ce sont les trois seuls points de référence réels; pour le reste, il faut à présent passer aux textes, en tenant compte de ces trois points de référence essentiels.

Maintenant que j'ai insisté avec beaucoup de fermeté sur la nécessité absolue de passer des discours à l'élaboration de textes, les discussions que j'ai eues sur ce sujet avec plusieurs d'entre vous depuis un ou deux jours montrent clairement que nous devons définir ce que nous entendons par là.

Je ne parle pas de passer à un texte intégré. Je ne parle pas de chercher à développer le cadre tout entier pour l'instant. Il est évident que nous n'avons pas fait assez de travail technique pour cela. Quand je dis que nous devons travailler sur des textes, ce que j'ai en tête, c'est d'abord l'élaboration d'une série de ce que j'appellerais des textes pouvant être lus indépendamment sur des ensembles distincts de question ayant un caractère profondément technique.

J'aimerais rappeler une remarque faite par un représentant, qui illustre ce point à mon avis. Cette remarque, exprimée après un long débat sur les crédits à l'exportation, était qu'il s'agissait d'une négociation à l'intérieur d'une négociation.

Même si cela est vrai, nous ne pouvons pas traiter la négociation sur les crédits à l'exportation de façon entièrement compartimentée. C'est impossible, car il y a des liens avec les autres éléments de la concurrence à l'exportation, et il y aura des liens entre la concurrence à l'exportation et les autres piliers. Mais l'essentiel derrière cette remarque est qu'il nous faut un texte entièrement centré sur la question des crédits à l'exportation pour isoler les options et les choix politiques à un stade ultérieur du processus.

Quant à la façon de construire ces textes à négocier, sujet par sujet, c'est un point sur lequel je souhaite réfléchir et avoir vos avis, et je suppose qu'ils varieront selon les sujets. Il est évident qu'il nous faut un processus consultatif pour cela. Ce qui est absolument clair, c'est que personne ne souhaite que cette négociation entre dans la clandestinité, c'est-à-dire devienne une négociation à laquelle même le Président et, à plus forte raison, la grande majorité des Membres ne participeraient pas ou au sujet de laquelle ils ignoreraient ce qui se passe.

Pour éviter cela, il faut faire fonctionner le processus de Genève, et nous sommes de nouveau confrontés à la difficile question de l'équilibre entre transparence et efficacité. C'est très bien de parler de transparence, mais si on le fait de telle sorte qu'on devient incapable d'utiliser le processus de Genève, vous savez quelles sont les conséquences. Il faut donc trouver un juste équilibre, et ce n'est pas facile.

Cela dit, nous devons comprendre qu'il y a des techniques utilisables pour atteindre cet objectif. Il faut partir du principe que rien n'est convenu tant que tout n'est pas convenu et que nous devons élaborer des lignes directrices claires sur ce que sont précisément les questions que nous examinons et sur la manière de partager ces informations avec l'ensemble des Membres.

Il ressort très clairement de vos interventions qu'étant donné les travaux que vous avez prévus nous devons avoir de véritables experts dans la salle, notamment sur certaines questions particulièrement techniques. Nous ne pouvons nous contenter des négociateurs professionnels qui sont à Genève, il nous faut les deux. Cela soulève certaines questions pratiques.

Premièrement, vous m'avez dit très clairement dans vos déclarations et dans vos remarques en privé que vous deviez savoir très à l'avance quelles questions seraient examinées au cours d'une réunion et que vous aviez besoin pour cela d'une certaine précision. Mais nous sommes aussi d'accord sur le fait que nous n'avons pas besoin, ou que nous refusons, de nous engager maintenant dans une négociation sur un programme de travail très normatif. Il semble que vos ambassadeurs soient du même avis au niveau global de cette négociation, si j'en juge par les entretiens que j'ai eus avec vos collègues.

Je proposerai donc que nous adoptions ce qui me semble être une suggestion très pratique qui m'a été faite en privé hier par un groupe de délégations. Je propose que vous m'invitiez à élaborer essentiellement l'ensemble de questions sur lequel nous devrions nous concentrer à la prochaine réunion, ainsi que l'ensemble de questions sur lequel nous devrions nous concentrer à la réunion suivante. Nous aurons donc essentiellement deux listes. La liste prévue pour la seconde réunion, en l'occurrence celle de décembre, serait évidemment beaucoup plus ouverte et nous pourrions la remanier. Cela nous donnerait un peu de souplesse pour tenir compte des progrès accomplis à la réunion de novembre, tout en permettant un certain ajustement pour l'équilibre politique. Si certains estiment, en fonction de la réunion de novembre, qu'il y a eu un déséquilibre par rapport à leurs préoccupations, cela pourra influencer l'établissement de la liste de questions pour la réunion de

décembre. Je pense que c'est une suggestion très sensée qui m'a été faite, et je la recommande à votre examen.

Maintenant, j'aimerais que vous réfléchissiez, je veux dire pas ici dans cette salle aujourd'hui, mais quand vous rentrerez dans vos capitales et au sein de vos missions et de vos groupes, aux questions à propos desquelles nous devrions essayer de commencer à élaborer des textes.

Si vous avez des positions affirmées sur ce sujet, veuillez me les faire connaître ou les indiquer au Secrétariat lorsque vous serez en mesure de le faire, afin que je puisse en tenir pleinement compte lorsque je proposerai les deux listes, comme j'ai dit que je le ferai: une pour la réunion de novembre et une, plus ouverte, pour celle de décembre.

Maintenant la question des dates des réunions. Pour la prochaine, nous avons des salles réservées pour les 16, 17 et 19 novembre, et vous savez que le 18 novembre était prévu pour la réunion ordinaire du Comité de l'agriculture. Au cours des consultations que j'ai eues cette semaine, on m'a suggéré qu'il faudrait essayer d'utiliser toute la semaine pour une série de consultations et de réunions, à la fois formelles et informelles. Je n'ai pas d'idée précise sur la meilleure façon de structurer ces réunions, mais ce que je vous recommanderais, ce serait de faire en sorte que les experts établis dans vos capitales soient prêts à commencer à travailler ici le lundi 15 novembre et qu'ils continuent pendant toute la semaine à étudier de façon très intensive un ensemble de sujets que je proposerai en temps utile.

Je laisserai naturellement des espaces dans le programme, car je sais que des groupes tels que le G-33, le G-20, Cairns et d'autres et, bien sûr, l'Union européenne ont besoin de temps pour coordonner leurs positions et se consulter.

Vous avez donc un avant-goût. En résumé, ce que je compte faire ici, c'est tenter de faire fonctionner le processus de négociation, le processus officiel à Genève, mais il faut que vous preniez vos responsabilités. Il faut que vous tiriez les leçons des négociations qui se sont déroulées jusqu'à présent et que vous compreniez que la bonne façon d'avancer à présent est de commencer à élaborer une série de textes pouvant être lus indépendamment.

Voilà ma proposition. Quant à la façon de la structurer du point de vue des réunions, j'envisage évidemment une équation à géométrie variable du type peut-être de celle que j'ai utilisée en juin et juillet, mais je n'ai pas encore commencé à réfléchir à une forme précise.

**Déclarations faites par des Membres au cours des Sessions extraordinaires  
informelle et formelle du Comité de l'agriculture  
les 6 et 8 octobre 2004**

Déclaration de la Trinité-et-Tobago

Permettez-moi de dire tout d'abord que l'adoption d'un cadre convenu pour l'agriculture aux premières heures du 1<sup>er</sup> août a mis fin à des mois de spéculations et d'incertitude concernant la capacité du Comité de l'agriculture à produire quoi que ce soit de concret avant la pause de l'été 2004. En effet, le signal clair envoyé par le cadre convenu et sa symétrie intrinsèque, outre qu'ils ont servi à redonner confiance dans le système commercial multilatéral, témoignent de la détermination de toutes les délégations à faire en sorte que le commerce des produits agricoles fondé sur des règles devienne le moteur de la croissance économique et du développement envisagé par nos Ministres à Doha.

Certes, l'Annexe A est essentiellement un cadre, qui énonce des principes et des concepts fondamentaux, qui est bien équilibré et qui constitue une plate-forme adéquate pour la conduite des négociations sur des modalités détaillées. Mais, pour passer en douceur à la phase des modalités, il faut peut-être une courte période de discussions techniques intensives sur divers éléments de l'Annexe, qui prennent en compte les préoccupations de tous les Membres, afin de trouver les moyens d'aller de l'avant et d'aboutir à une compréhension commune parmi les Membres. Pour ma délégation, il est en outre essentiel que l'examen technique initial du cadre convenu se fasse au regard des principes, des objectifs et de l'esprit du paragraphe 13 de la Déclaration ministérielle de Doha et reste fidèle à la tâche qui consiste à exécuter le mandat.

En outre, les indications politiques claires données dans l'Annexe A et le large éventail d'éléments qu'elle contient facilitent l'exercice. Dans ce sens, l'approche que vous avez esquissée est un pas dans la bonne direction. Toutefois, pour la prochaine réunion, il nous faudra peut-être ajouter des questions à l'ensemble actuellement défini pour l'examen technique.

Ma délégation est également satisfaite de la flexibilité intégrée à l'Annexe A. L'un des principes directeurs de la philosophie de négociation de la Trinité-et-Tobago dans le domaine de l'agriculture a toujours été que la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et le développement rural sont indissolublement liés au développement durable des économies des pays en développement. À cet égard, la reconnaissance implicite, dans le cadre, que les pays en développement ont besoin d'un espace politique supplémentaire pour préserver ces objectifs de politique nationale mérite d'être notée.

Toutefois, en tant que membre du G-33, nous continuons à soutenir la demande selon laquelle les produits spéciaux ne doivent faire l'objet ni de réductions tarifaires, ni d'une augmentation des contingents tarifaires, et à préconiser une latitude suffisante dans le choix de ces produits. Il est tout aussi essentiel d'élaborer un mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) qui protège réellement les marchés des pays en développement contre les augmentations brusques des importations et les fluctuations des prix internationaux. Il est donc indispensable que le MSS soit facile à utiliser et que son déclencheur fonctionne sans frictions. De même, lorsqu'on étudie une formule étagée de réduction tarifaire, il est important d'envisager d'y incorporer une flexibilité pour les pays en développement.

Le cadre convenu nous a aussi rapprochés d'un remaniement des disciplines relatives au soutien interne, qui ont pour objet de remédier aux distorsions des prix et de faire ainsi en sorte que le volume et l'orientation de la production et du commerce soient déterminés par les forces du marché. Cela étant, ma délégation aurait préféré que les travaux techniques sur les nouveaux critères de la catégorie bleue soient entrepris plus tôt, notamment en ce qui concerne les nouveaux critères destinés



à faire en sorte que les versements de la catégorie bleue déforment moins les échanges que les mesures entrant dans la MGS.

Il importe également que les discussions sur le soutien *de minimis* tiennent compte du fait qu'il faut accorder la flexibilité requise aux pays en développement qui ont des systèmes agraires dominés par de petites exploitations fragmentées et qui n'ont qu'une faible marge de manœuvre au sujet de la réduction des niveaux *de minimis*.

Le cadre convenu témoigne aussi de l'engagement clair des Membres de parvenir à une élimination parallèle de toutes les formes de subventions à l'exportation dans un délai crédible, ce qui contribuerait beaucoup à renforcer le sentiment d'équilibre dans le commerce mondial entre pays développés et pays en développement.

Je voudrais dire en conclusion que ma délégation reste déterminée à accomplir la tâche qui nous attend et qu'elle se prépare à remonter ses manches et à se plonger dans les travaux techniques indispensables au cours des mois à venir. Pour revenir en arrière, lorsque vous avez formulé la notion d'"habile décontracté" pour décrire l'éthique de travail qui devrait prévaloir, le terme "habile" était apparemment le mot clé; on peut dire en effet qu'en s'attaquant aux grandes questions techniques et en essayant de se frayer un chemin entre les points de friction potentiels, on emprunte la voie la plus prudente pour tirer parti du cadre et produire des résultats concrets d'ici au mois de décembre.

Déclaration de la Chine (au nom du G-20)

Je voudrais saisir cette occasion pour évoquer au nom du G-20 quelques points importants à votre intention et à celle de tous les Membres. Dans mes remarques initiales, je présenterai une vision large de la façon dont ce processus devrait évoluer selon nous. J'ajouterai aussi quelques observations sur chacun des piliers de la négociation.

Le cadre adopté en juillet pose les fondements nécessaires aux Membres pour négocier les modalités de leurs engagements dans le domaine de l'agriculture. Il n'a pu être élaboré que grâce aux efforts de négociation des Membres et à leur détermination de faire aboutir les discussions. Le G-20 est fier d'avoir joué un rôle important dans ce domaine. Il a apporté une contribution constructive au processus, grâce non seulement à des propositions techniquement bien conçues et axées sur le mandat, mais aussi à une attitude de négociation transparente et ouverte à tous. Il compte participer à cette phase des négociations avec le même esprit constructif.

Nous reconnaissons qu'il y a un travail considérable à accomplir et de nombreuses décisions à prendre. À notre avis, même si la décision de juillet ne le dit pas en autant de mots, il serait préférable que l'objectif de la Conférence ministérielle de Hong Kong soit l'approbation des modalités. Il ne s'agit pas de fixer des délais artificiels rigoureux, mais de travailler avec un horizon prévisible pour la négociation. Si nous voulons conclure le Cycle en 2006, il n'y a pas de temps à perdre. En outre, du point de vue des pays en développement, plus tôt les objectifs du programme de travail de Doha seront atteints, mieux cela sera.

Nous ne pouvons perdre l'élan acquis en juillet. Le temps est un précieux atout qui doit être utilisé avec sagesse. Et nous devons être prêts à en faire le meilleur usage. Le G-20 a déjà entamé ses travaux préparatoires, aussi bien dans les capitales qu'à Genève, afin de présenter ses contributions au processus de négociation.

L'accord sur un cadre a été important, mais ce n'est qu'une partie du travail. Et toute comparaison avec d'autres domaines doit tenir compte de la complexité de cette triple négociation, ainsi que du fait que c'est le premier cycle qui s'attaque effectivement à la libéralisation du commerce des produits agricoles. Le texte sur l'agriculture est peut-être plus long, mais il ne contient que des références à des éléments – tels que la catégorie bleue ou la formule relative à l'accès aux marchés – qui exigeront des négociations intensives.

Toutes les questions figurant dans le cadre doivent être traitées. Il ne s'agit donc pas d'examiner d'abord certaines questions au détriment des autres. Il ne peut pas y avoir de liste technique passive, car toute liste de ce type traduirait en fait certaines préférences et imposerait une approche déformée des négociations. Tout doit être examiné en parallèle; même pour les questions les plus ardues, il faut échanger des idées, présenter des propositions et des données et effectuer des études. Il faut éviter tout parti pris dans le choix des questions à discuter. Il ne peut y avoir de questions laissées de côté, sans quoi nous risquons de voir se répéter un scénario connu: celui dans lequel les contraintes de temps à la fin de la négociation empêchent de parvenir au résultat souhaité, car il ne reste plus ou plus assez de temps pour s'occuper des questions essentielles telles que la catégorie bleue et les sensibilités.

S'il fallait un ordre pour l'organisation pratique de nos travaux, il consisterait à passer du général au particulier, de la règle aux exceptions éventuelles, et non l'inverse. Telle est la logique du système commercial multilatéral – et, d'ailleurs, de tout système fondé sur des règles. Le point fondamental est qu'il est impossible de dresser une liste de tâches sans mentionner les questions centrales à négocier.

Nous devrions centrer nos travaux sur les questions relatives aux politiques qui déforment le plus les échanges dans les trois piliers. Conformément à cette logique, et compte tenu de la liste provisoire de questions présentée par le Président pour aborder les sujets de fond, j'évoquerai brièvement quelques points concernant chacun des piliers.

### **[Soutien interne]**

L'élaboration d'un concept opérationnel pour examiner ce pilier au titre du cadre a été centrée sur trois points: réductions, disciplines et suivi.

Au sujet des réductions, on a élaboré la notion d'abaissement global telle qu'elle est définie dans le mandat, l'approche par tranche pour l'abaissement global et la réduction de la MGS, et la notion de réductions par produit. Pour donner un sens concret à l'abaissement global, le G-20 a souligné que le point de départ et le point d'arrivée devraient tous deux être crédibles sur le plan technique et politique.

Sur l'ensemble du soutien interne à l'agriculture dans le monde, 95 pour cent va à des agriculteurs des pays de l'OCDE, et la structure du pilier que constitue le soutien interne dans l'Accord sur l'agriculture repose essentiellement sur les programmes de soutien offerts aux agriculteurs de ces pays, répartis en trois instruments:

- a) la catégorie orange, qui comprend le soutien *de minimis* et la MGS;
- b) la catégorie bleue;
- c) les versements directs au titre de la catégorie verte.

Le montant des fonds accordés par les pays en développement – principalement grâce au soutien *de minimis* – est infiniment plus faible que celui accordé par les pays développés. Pourquoi donc devrions-nous commencer par examiner la question du soutien *de minimis* concernant les pays en développement?

### **[Concurrence à l'exportation]**

Conformément au mandat de "réduction de toutes les formes de subventions à l'exportation", l'examen de ce pilier a tourné autour des questions d'un délai crédible, du parallélisme et du suivi.

La négociation relative au calendrier d'élimination des subventions à l'exportation et à l'effet que cela pourrait avoir sur les autres formes de subventions à l'exportation reste ouverte pour la phase consacrée aux modalités. Il est néanmoins important de respecter un *statu quo* pour ce pilier, afin d'éviter que le processus de réforme ne fasse machine arrière. En attendant l'élimination complète des subventions à l'exportation, toute adoption de nouveaux programmes ou tout octroi de subventions concernant des produits qui n'en bénéficient plus serait contraire à l'esprit des réformes.

### **[Accès aux marchés]**

Pour respecter le mandat de Doha, il était indispensable d'élaborer une formule par tranche, avec ses éléments fondamentaux, en vue d'une approche unique pour les pays développés et les pays en développement. La formule de réduction tarifaire est l'élément essentiel qui permettra d'atteindre l'objectif prescrit d'une amélioration substantielle de l'accès aux marchés. Mais le cadre contient aussi des éléments essentiels à cette fin, tels que la nécessité de tenir compte des différentes structures tarifaires, la nécessité de répondre aux préoccupations des populations rurales des pays en développement concernant la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, et la notion de proportionnalité.

Même si nous devons reconnaître que la mise au point de la formule de réduction met en jeu des éléments politiques importants, il devrait être possible, au cours des mois à venir, d'élaborer des éléments techniques qui facilitent cette mise au point. Quand nous en serons là, nous pourrons nous consacrer aux travaux sur les éléments qui nuancent la formule, tout en prenant garde, comme le souligne le texte du cadre, à ne pas la compromettre.

**[Observations finales]**

Permettez-moi de conclure en rappelant l'importance de la réforme agricole pour l'ensemble du système, et surtout pour les pays en développement. Le G-20 reste foncièrement attaché à ce processus, guidé comme toujours par la lettre et l'esprit du mandat de Doha.

### Déclaration du Bénin

La délégation du Bénin voudrait vous exprimer son appréciation pour les efforts inlassables que vous avez consentis au cours des travaux du Conseil général de la fin juillet 2004, dans le cadre du mandat qui vous a été fixé. Vous vous êtes engagé pleinement dans cette tâche, physiquement et intellectuellement parlant. Nous avons pu obtenir les résultats auxquels nous sommes parvenus grâce à votre détermination et à votre sens partagé de la recherche du consensus.

Ma délégation s'associe aux déclarations faites par le Nigéria au nom du Groupe africain et par l'Indonésie au nom du Groupe des 33.

L'accord-cadre que nous avons conclu au cours du mois de juillet dégage des orientations pour la suite des négociations.

Il nous reste comme tâche de traduire cet accord en modalités, et de le faire au plus tard d'ici à la fin du présent cycle de négociations.

Nous pouvons et nous devons y parvenir.

L'agriculture revêt une grande importance pour plusieurs pays Membres de l'OMC, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés d'entre eux, et le coton occupe une place stratégique dans l'économie de nombreux pays en développement et de pays les moins avancés.

Nous avons décidé à l'issue des travaux de la fin juillet de traiter le coton dans l'agriculture, en l'examinant de façon ambitieuse, rapide et spécifique.

Les Membres ont également pris l'engagement d'aborder la question sous ses deux aspects, à savoir: commerce et développement.

Un autre repère que nous nous sommes donné est de traiter la question du coton sous les trois piliers que sont le soutien interne, la concurrence à l'exportation et l'accès aux marchés.

Par ailleurs, la décision a été prise de créer un sous-comité du coton qui rendra compte régulièrement à la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture pour évaluer les progrès accomplis.

Ma délégation ainsi que l'ensemble des pays coauteurs de l'Initiative sectorielle en faveur du coton et les groupes auxquels ils appartiennent souhaitent que les décisions que nous avons adoptées en juillet sur le coton soient mises en œuvre le plus rapidement possible, afin que des réponses appropriées soient apportées à la question du coton et aux attentes des populations et des pays concernés.

Dans cette perspective, ma délégation recommande vivement que le sous-comité du coton soit mis en place très rapidement.

De même, son calendrier de travail devra être déterminé en tenant compte de la nécessité d'éviter qu'il y ait des chevauchements de ses séances avec d'autres activités de ce cycle de négociations.

Enfin, comme l'a indiqué le Coordonnateur du Groupe africain, une contribution sera soumise aux Membres de l'OMC, qui servira de fil conducteur pour les travaux sur le coton.

### Déclaration de l'Équateur

Ma délégation tient à s'associer à celles qui vous ont félicité pour les efforts que vous avez déployés afin de faire approuver l'ensemble de résultats de juillet et s'engage à collaborer avec vous durant cette nouvelle phase des négociations.

Elle approuve en substance la déclaration faite au nom du G-20 par M. l'Ambassadeur de Chine, M. Sun, et considère que les éléments mis en relief par ce groupe doivent être pris en compte durant la négociation des modalités. Nous sommes d'accord avec ceux qui demandent un calendrier et estimons aussi que, pour donner une substance à la Conférence ministérielle de Hong Kong, il serait sage d'arriver avec des modalités prêtes à être approuvées.

Comme les autres, la délégation équatorienne juge souhaitable que le Secrétariat élabore les documents de soutien nécessaires pour nous guider dans les travaux techniques prévus. Le travail du Secrétariat sera de la plus grande importance pour permettre aux missions qui ont un effectif limité d'effectuer des analyses et des études. En outre, et en accord avec le représentant de l'Égypte, ma délégation estime qu'il serait bon que des études puissent aussi être effectuées par d'autres sources que l'OMC, afin d'élargir la base des discussions dans l'Organisation.

Les autres délégations ont mentionné l'intérêt d'un certain nombre de pays pour la mise en œuvre du paragraphe 5 du Préambule de l'Accord sur l'agriculture au sujet des produits tropicaux. L'Équateur a réaffirmé sa position à ce sujet lors des réunions précédentes et s'est même fait le porte-parole de la Bolivie, de la Colombie, du Pérou et du Venezuela sur ce point lorsqu'il a exercé la présidence de la Communauté andine. Ma délégation souhaiterait donc être convoquée à toutes les réunions qui traiteront de cette question.

Enfin, ma délégation approuve la remarque faite par la délégation suisse au nom du G-10 selon laquelle tous les Membres doivent participer à la négociation des modalités. Nous savons que le mécanisme du "salon vert", fondé sur l'exclusion, qui a été utilisé par l'OMC et le GATT, ainsi que lors des négociations précédant le mois de juillet, avait l'avantage d'inclure les porte-parole des groupes de négociation. Toutefois, et malgré les efforts acharnés que vous-même et les Présidents des autres comités avez déployés pour assurer la participation de tous, le recours au "salon vert" a fait que des pays comme l'Équateur, qui ne sont membres d'aucun groupe de négociation, n'ont pas été suffisamment informés. C'est pourquoi je demande, au nom de ma délégation, que l'Équateur soit pris en considération dans toutes les consultations qui auront lieu sur la question de l'érosion des préférences durant cette nouvelle phase et, en particulier, qu'il soit convoqué aux réunions au cours desquelles une décision doit être prise, afin d'éviter des surprises de dernière minute, comme l'a signalé à juste titre l'Ambassadeur de la Colombie.

Je souhaite que la présente déclaration figure dans le compte rendu de cette réunion formelle du Comité.

### Déclaration de la Colombie

Comme les autres délégations, la Colombie tient à vous remercier pour le travail que vous avez accompli afin de mettre au point l'ensemble de résultats de juillet.

Pour commencer, nous souhaitons indiquer qu'en ce qui concerne l'élaboration d'un cadre de travail, nous approuvons sans réserve la déclaration faite par l'Ambassadeur de l'Australie qui, en qualité de coordonnateur du Groupe de Cairns, a proposé une marche à suivre qui nous aidera indéniablement à établir les modalités à temps pour la Conférence ministérielle qui doit avoir lieu à la fin de l'année prochaine.

Nous tenons à souligner notre intérêt pour un certain nombre de questions qui doivent être examinées durant cette phase des négociations sur les modalités, à savoir notamment:

- la libéralisation complète du commerce des produits tropicaux et des produits qui remplacent des cultures illicites, comme l'indique le paragraphe 43 du cadre de travail adopté le 31 juillet;
- les distorsions touchant le commerce du coton, comme l'indique le paragraphe 4;
- les autres initiatives sectorielles, comme l'indique le paragraphe 49;
- l'érosion des préférences, comme l'indique le paragraphe 44.

En ce qui concerne les produits tropicaux et les produits qui remplacent des cultures illicites, je me permets de vous rappeler que les propositions de négociation sur l'accès aux marchés (G/AG/NG/W/54) et le soutien interne (G/AG/NG/W/35) présentées par le Groupe de Cairns respectivement en novembre et septembre 2000 prévoyaient à nouveau de libéraliser de la façon la plus complète le commerce des produits agricoles tropicaux et des produits qui ont une importance particulière pour la diversification de la production permettant d'abandonner les cultures illicites de plantes narcotiques. Elles envisageaient aussi de conserver des exceptions pour les subventions à l'investissement et aux intrants et pour le soutien interne destiné à encourager une diversification par rapport à la culture illicite des plantes narcotiques.

En janvier 2002, la Colombie a présenté un document intitulé "Traitement spécial et différencié et remplacement des cultures illicites", qui expliquait ses difficultés dues à la production de cultures illicites, ses programmes d'éradication, la lutte contre la production et le trafic de drogue aux niveaux national et international sur la base du principe de la responsabilité partagée, et les programmes de substitution et de développement alternatif en vigueur dans le pays, pour lesquels il est proposé, dans le cadre de ces négociations, de libéraliser de la façon la plus complète les produits qui remplacent des cultures illicites et d'accorder des exemptions concernant les mesures de soutien interne.

À cet égard, au stade précédent des négociations relatives à l'établissement de modalités, la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou ont présenté un document (JOB(02)/113), daté de septembre 2002, dans lequel ils proposaient, au titre du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, plusieurs modalités spécifiques concernant l'accès aux marchés pour les produits tropicaux et les produits destinés à diversifier la production de façon à abandonner et à combattre les cultures illicites de plantes narcotiques.

Nous souhaiterions que les documents susmentionnés fassent partie des documents d'information relatifs aux négociations actuelles sur les modalités. Nous exprimons aussi le désir de travailler sur cette question avec les autres pays intéressés.

Nous tenons en outre à nous associer aux quatre pays africains producteurs et exportateurs de coton qui ont demandé que la question soit inscrite au programme de Doha et que nous avons soutenus à l'époque. La Colombie, qui était un exportateur net de coton jusqu'en 1992, est depuis lors un importateur net en raison des subventions à la production et à l'exportation accordées par les grands pays producteurs. Nous sommes donc prêts à participer au sous-comité du coton prévu au paragraphe 4 du cadre de travail adopté.

Je rappellerai qu'aux stades précédents de ces négociations la Colombie a proposé une initiative sectorielle concernant les fleurs, qui nous intéresse toujours. Elle continuera à faire valoir cette question auprès des pays exportateurs et importateurs de fleurs durant la phase actuelle des négociations, et nous espérons que la question sera inscrite dans les modalités de négociation spécifiques.

En ce qui concerne l'érosion des préférences mentionnée au paragraphe 44, nous exprimons le souhait de participer à toute séance de consultation ou de négociation sur ce sujet, afin d'éviter des surprises de dernière minute qui consisteraient à adopter un traitement tarifaire contraire non seulement à nos intérêts, mais encore à la libéralisation des échanges qui est visée dans ces négociations multilatérales.

#### **Méthode de calcul des équivalents *ad valorem***

Dans votre télécopie d'invitation à la présente réunion, vous proposiez que nous examinions cette question, afin de placer les lignes tarifaires à l'intérieur des fourchettes correspondantes de la formule étagée convenue au titre du cadre de travail adopté en juillet, et que nous remettions à plus tard la question de savoir si cette méthode serait employée pour consolider les tarifs en termes *ad valorem*. La Colombie ne peut passer sous silence le fait qu'elle souhaite avant tout que les tarifs soient consolidés en termes *ad valorem*, et cet aspect sera au centre de ses préoccupations lorsqu'elle discutera de la méthode à employer pour le premier objectif.

De l'avis de la Colombie, il faut convenir d'une méthode commune que les Membres puissent appliquer de manière uniforme et transparente. Toute méthode qui sera adoptée et appliquée par les Membres devra être vérifiable par les autres Membres.

Sur le plan technique, diverses propositions ont été examinées durant les phases précédentes, et nous sommes d'accord pour continuer à étudier les possibilités, les avantages et les inconvénients, afin de pouvoir prendre une décision sur la méthode. Le document de M. Harbinson sur les modalités de mars 2003 contient une proposition au paragraphe 9. Le Secrétariat a présenté un document sur cette question lors des négociations sur les produits non agricoles (TN/MA/S/10). Les États-Unis ont présenté une autre proposition. L'Australie propose une méthode basée sur les prix internationaux. Toutes ces possibilités doivent être examinées dans le cadre de nos travaux techniques.

La Colombie propose que le Secrétariat fournisse quelques données qui nous permettraient d'évaluer les méthodes proposées, par exemple des renseignements sur l'existence des données nécessaires pour élaborer ces méthodes: les années et la dernière année pour lesquelles chaque Membre a communiqué à la base de données intégrée les renseignements requis sur, par exemple, la valeur et le montant de ses importations, les recettes fiscales perçues grâce aux droits de douane, les prix à l'importation et les prix internationaux. Le Secrétariat pourrait aussi concevoir des exercices pour simuler l'application de la méthode proposée dans les cas où les tarifs ont été consolidés par les Membres en termes non *ad valorem*.



### **Le nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) destiné aux pays en développement**

La Colombie tient à exprimer son intérêt pour cette question.

Certains pays ont mentionné le texte distribué par M. Harbinson pour les consultations qui ont eu lieu durant la phase précédente des négociations sur les modalités, lequel ne faisait finalement pas partie du texte. La Colombie propose que les questions mentionnées dans ce document soient utilisées pour cette nouvelle phase des négociations.

Vous nous avez invités à nous pencher de nouveau sur cette question, à la lumière du cadre adopté. La Colombie considère que ce mécanisme est directement lié à la formule étagée. Le nouveau mécanisme de sauvegarde pour l'agriculture doit concerner dans une plus large mesure des produits pour lesquels des engagements plus larges de réduction tarifaire sont pris à l'intérieur d'une formule étagée, et il doit dans tous les cas s'appliquer aux produits pour lesquels des engagements substantiels de réduction tarifaires sont pris. Nous ferons une communication technique sur ce sujet lorsque le mécanisme sera examiné en détail.

### Déclaration de la Jamaïque

La Jamaïque vous rend hommage ainsi qu'à votre équipe pour les efforts considérables et dévoués que vous avez déployés afin de faire adopter un cadre sur l'agriculture. Le plus important à nos yeux est que ce cadre offre une base, certes loin d'être idéale, pour poursuivre les travaux destinés à remédier aux déséquilibres entre les intérêts des grands pays développés et ceux des pays en développement.

Il ne fait donc aucun doute que nous en sommes à un stade critique. Nous sommes déterminés à utiliser le processus pour que, conformément au but visé dans la Déclaration de Doha, on se préoccupe du développement des petites économies vulnérables telles que celle de la Jamaïque. Par conséquent, nous comptons bien que nos préoccupations et nos intérêts seront pleinement pris en compte au cours des délibérations à venir et de l'élaboration des modalités.

Nos intérêts essentiels sont connus. Nous ne sommes toujours pas convaincus que le cadre relatif à l'agriculture constituera une base permettant à certains pays en développement de tirer parti de l'actuel cycle de négociations prescrit à Doha, sauf si les négociations et leur résultat tiennent compte des intérêts des pays en développement qui bénéficient de préférences.

En raison de l'écart qui existe entre les pays développés et les pays en développement quant à la possibilité d'appliquer des mesures de soutien et au traitement de ces mesures, les petits pays tels que le nôtre ne peuvent se protéger qu'au moyen de mesures tarifaires. Nous nous félicitons des progrès accomplis sur la question des produits spéciaux et du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS). Par ailleurs, tout en restant préoccupés par le traitement du soutien *de minimis*, nous escomptons que, durant les négociations sur les modalités, il sera prévu que les petits agriculteurs des pays tels que la Jamaïque bénéficieront de l'exemption applicable aux "agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance et dotés de ressources limitées".

En outre, nous comptons bien que le traitement spécial et différencié qui sera élaboré à l'intérieur du cadre et qui devra faire partie intégrante des instruments à mettre au point sera utilisable et suffisamment souple pour que notre secteur agricole puisse en tirer parti. Il devra notamment en être ainsi en ce qui concerne les modalités tarifaires et le traitement des crédits et des garanties d'assurance à l'exportation.

Enfin, nous restons très préoccupés par le risque que les pays développés continuent à fournir des niveaux élevés de soutien par le biais d'instruments tels que la catégorie verte et la catégorie bleue. Nous escomptons que les modalités qui seront élaborées réduiront sensiblement, voire supprimeront, les déséquilibres actuels au lieu de les aggraver.

### Déclaration de la Thaïlande

Nous tenons à vous remercier d'avoir engagé l'examen de fond en proposant durant la semaine des questions techniques pour nos débats. Il importe de ne pas perdre de temps, car nous avons un an de retard sur notre calendrier.

La Thaïlande est d'accord avec les autres Membres sur le fait que l'objectif doit être à présent d'élaborer des modalités au plus tard pour la sixième Conférence ministérielle qui se tiendra à Hong Kong. Ce sera une tâche très difficile. Mais, avec vos qualités d'animateur et la ferme détermination de tous les Membres, nous pensons que l'objectif peut encore être atteint.

Nous voudrions pour cela présenter quelques suggestions.

Premièrement, nous pensons que les travaux doivent partir des principes. Nous devons comprendre clairement les grands principes avant de commencer à envisager des exceptions. C'est seulement lorsque nous saurons ce que les principes recouvrent que nous pourrions déterminer comment aborder les situations dans lesquelles ils ne peuvent s'appliquer. Nous ne pouvons nous contenter d'éviter des questions parce qu'elles sont difficiles. Il faudra bien, de toute façon, que nous finissions par nous y attaquer. Il faut donc nous concentrer d'abord sur les questions essentielles, même si elles nous demandent beaucoup de travail.

Il est vrai que les questions essentielles comportent des aspects politiques. Il est également compréhensible que nous ayons du mal à parvenir à une solution politique dans le délai qui nous reste jusqu'à la fin de l'année. Mais nous devons être prêts. Au cours de cette période, nous devons nous concentrer sur les questions techniques. Nous devons nous pencher sur les aspects techniques des questions essentielles. Nous devons utiliser ce temps intelligemment pour poser les fondations techniques de ces questions essentielles. Ainsi, lorsque le moment sera venu de prendre des décisions politiques, elles ne seront pas retardées par un manque ou une insuffisance de renseignements techniques.

Au sujet de la concurrence à l'exportation, l'accord-cadre indique clairement ce qui serait ou pourrait être considéré comme des subventions à l'exportation. Nous pourrions examiner les aspects techniques un par un: à propos de l'aide alimentaire, des crédits à l'exportation, des entreprises commerciales d'État, etc.

Au sujet du soutien interne, notre tâche principale est d'étudier la réduction des subventions qui faussent les échanges; nous devons définir les réductions concernant la catégorie orange, la catégorie bleue et le découplage du soutien. Ensuite, les disciplines, puis les exceptions.

Au sujet de l'accès aux marchés, nous devons nous occuper de la formule de réduction tarifaire ainsi que de l'accroissement des contingents et définir une discipline pour l'administration des contingents, là encore avant de nous occuper des exceptions. La question de la conversion des droits spécifiques en droits *ad valorem* fait partie de celles pour lesquelles un soutien technique serait utile. Là encore, il faut s'occuper du nombre de fourchettes et des taux de réduction, puis des taux d'accroissement des contingents.

Le Secrétariat de l'OMC pourrait faciliter grandement le processus en élaborant des données et des analyses techniques. Il pourrait commencer par organiser tous les documents qui existent sur chaque question, afin que nous ayons accès facilement à ces informations. Nous pourrions aussi lui demander de rassembler plus de données et d'effectuer plus d'analyses que nécessaire.

La tâche qui nous attend revêt une importance primordiale. Un bon plan de travail nous aiderait à lancer les travaux. Nous vous faisons confiance pour les faire avancer. Nous sommes prêts à collaborer avec vous pour parvenir rapidement à une conclusion des négociations qui corresponde pleinement au mandat ambitieux convenu à Doha.

### Déclaration du Kenya

Tout d'abord, le Kenya tient à s'associer aux déclarations faites par le Nigéria au nom du Groupe africain, par l'Indonésie au nom du G-33 et par la Trinité-et-Tobago au nom du Groupe des pays ACP.

Nous tenons aussi à nous joindre aux autres délégations, afin de vous remercier du travail intensif que vous avez accompli pour nous permettre d'adopter l'Annexe A du cadre de juillet. À notre avis, ce cadre fixe l'orientation des futures négociations sur l'agriculture. Cela dit, le Kenya compte bien que cette phase des négociations aboutira à un résultat correspondant à l'ambition formulée dans la Déclaration ministérielle de Doha, et cela comprend tous les travaux à venir sur le traitement spécial et différencié. Nous escomptons en outre que le cadre permettra de concrétiser les attentes et les aspirations inscrites dans le Programme de Doha pour le développement.

À cet égard, nos travaux sur les modalités devraient consister à faire en sorte que le traitement spécial et différencié fasse partie intégrante des négociations et que ces dispositions soient efficaces sur le plan pratique. Nous escomptons d'ailleurs que le traitement spécial et différencié sera examiné de pair avec toutes les autres questions qui relèvent des trois piliers.

Compte tenu de l'ampleur du travail technique qui nous attend durant cette phase des négociations, nous comptons sur le Secrétariat pour jouer un rôle décisif dans la collecte et l'analyse des données ainsi que dans les exercices de simulation. Nous considérons, par exemple, qu'il sera particulièrement difficile d'élaborer la formule étagée en raison des structures tarifaires différentes des pays en développement et des pays développés. Le Secrétariat devrait commencer à préparer un exercice de simulation sur cette formule, afin de déterminer l'incidence qu'elle aurait sur les pays en développement, notamment ceux qui ont un plafond de consolidation élevé comme le Kenya. Et il serait utile de faire un exercice analogue pour déterminer comment l'approche étagée entraînerait une réduction substantielle du soutien qui déforme les échanges.

Pour permettre à une petite délégation comme celle du Kenya de se préparer correctement à l'examen technique qui nous attend, il faut que nous ayons une structure claire de nos travaux pour les semaines à venir. Nous nous attendons aussi à ce que la liste des questions techniques à examiner soit publiée bien avant la réunion.

Enfin, nous espérons que le processus de négociation durant cette phase sera transparent et ouvert à tous.

### Déclaration du Costa Rica

Je tiens à m'associer à la déclaration faite par l'Australie au nom du Groupe de Cairns. Permettez-moi de vous féliciter d'avoir conduit les négociations qui ont abouti à l'adoption de l'Annexe A sur l'agriculture incluse dans l'ensemble de résultats de juillet.

Les Membres de l'OMC devraient être satisfaits des accords conclus. La promesse en faveur du développement faite aux pays en développement avec le lancement du Cycle de Doha reste valable, et elle repose désormais sur des fondations plus solides, telles que les décisions historiques d'éliminer les subventions à l'exportation pour tous les produits et de mettre en œuvre l'engagement pris depuis longtemps de libéraliser le commerce des produits qui intéressent les pays en développement.

Il est particulièrement important pour le Costa Rica que les engagements que nous avons pris au titre de l'accord-cadre aboutissent à l'élaboration de modalités d'ici à la Conférence ministérielle de Hong Kong.

Nous sommes d'accord pour engager les travaux techniques que vous avez proposés. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue les principes généraux de l'Accord sur l'agriculture, ni les objectifs de libéralisation qui sous-tendent l'ensemble de résultats de juillet.

Il faut des travaux techniques, afin de faire avancer la réforme agricole pour les trois piliers. Mais nous avons absolument besoin de nous occuper des règles et des moyens d'atteindre les objectifs essentiels avant de donner effet aux exceptions. Autrement dit, nous estimons que les discussions doivent porter sur les principes et non sur les exceptions.

Pour un pays en développement tel que le mien, l'objectif concernant l'un des trois piliers, l'accès aux marchés, ne peut être que d'obtenir le plus large accès possible pour les produits qui l'intéressent.

Il faut donc que ce pilier produise des résultats clairs et concrets en faveur des intérêts offensifs ou exportateurs des pays en développement. Nous ne pouvons envisager que la réforme agricole prenne un autre chemin.

C'est précisément pour cette raison que l'on ne peut subordonner les négociations et leur résultat à la notion de non-érosion des préférences. Les Membres de l'OMC souscrivent à la libéralisation des échanges. Chacun sait que les négociations multilatérales érodent les préférences, aussi bien les préférences réciproques – dont nous subissons le coût – que les préférences non réciproques.

Nous ne pouvons en aucun cas laisser les préférences entraver la libéralisation multilatérale des échanges. C'est un principe fondamental. Néanmoins, nous sommes disposés à rechercher une solution pour les pays qui rencontrent des difficultés en raison de l'érosion des préférences.

Enfin, je tiens à vous apporter le soutien sans réserve de ma délégation pour la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés pour ces négociations.

### Déclaration du Pérou

Nous tenons tout d'abord à vous féliciter, ainsi que le Secrétariat et les Membres, d'avoir achevé le cadre, que nous considérons comme la base des négociations qui nous conduiront à l'adoption des modalités.

En ce qui concerne le processus de négociation, nous pensons qu'il y aura beaucoup de travaux techniques, qui devront porter sur tous les éléments qui intéressent les Membres dans chacun des piliers. Ces éléments devront être examinés en parallèle. Nous sommes satisfaits d'en avoir reçu une liste initiale, que nous considérerons comme un document ouvert auquel pourront être ajoutées par la suite les propositions des Membres.

Il faudra aussi, à notre avis, fixer les calendriers à l'intérieur desquels nous opérerons, tant du point de vue de l'objectif final, qui est l'adoption de modalités, que du point de vue des stades antérieurs relatifs aux délibérations techniques.

Au sujet des aspects de fond, nous sommes satisfaits que l'occasion soit donnée aux Membres d'exprimer des avis généraux sur le cadre. À cet égard, je voudrais souligner trois principes qui font partie du texte du cadre et qui, de l'avis de ma délégation, devraient figurer dans un accord final sur les modalités, à savoir que le niveau d'ambition fixé dans la Déclaration ministérielle de Doha doit être maintenu, que l'accord final devra ménager un équilibre à la fois entre les piliers et à l'intérieur de l'engagement unique, et que les modalités finales devront contenir des dispositions fondamentales et effectives concernant le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

Comme vous et les Membres le savez, mon pays attache la plus grande importance à l'élimination des subventions à l'exportation, et nous sommes satisfaits qu'il ait été convenu de fixer rapidement une date limite définitive, ce qui est une condition indispensable selon nous pour parvenir à un accord final sur les modalités.

À propos du soutien interne, nous avons des objectifs très concrets à atteindre, et nous considérons nous-mêmes comme un signe de progrès les dispositions qui limitent le soutien en faveur de certains produits. Par contre, nous sommes préoccupés par l'ampleur des autres dispositions en tant qu'instruments à la disposition des Membres, car elles risquent de créer un déséquilibre entre les différents piliers de l'accord. Il faudra donc beaucoup de travail pour élaborer les futures disciplines qui assureront l'harmonisation et la réduction effective du soutien interne. Nous souhaitons attirer en particulier votre attention sur les dispositions *de minimis*. À notre avis, il ne faut pas réduire les mesures *de minimis* que peuvent appliquer les pays en développement. Tout accord contraire compromettrait, à notre avis, l'équilibre que nous cherchons à atteindre, compte tenu notamment des niveaux de soutien interne actuellement accordés par les pays développés.

Au sujet de l'accès aux marchés, outre les observations formulées par l'Ambassadeur de l'Indonésie en qualité de coordonnateur du G-33 au sujet des produits spéciaux et du mécanisme de sauvegarde spéciale, je tiens à insister de nouveau sur l'importance que revêt, dans le contexte du traitement spécial et différencié, la mise en œuvre du paragraphe 43, qui concerne la libéralisation la plus complète du commerce des produits tropicaux et des produits permettant de remplacer ceux qui proviennent de cultures illicites.

Enfin, ma délégation se dit à nouveau prête à poursuivre les travaux en vue de mettre au point les modalités.

### Déclaration des Philippines

Je vous remercie de nous donner la possibilité d'échanger nos vues sur le cadre convenu en juillet.

Permettez-moi d'exprimer notre soutien sans réserve à la déclaration faite par l'Ambassadeur de la Chine, M. Sun, au nom du G-20. Notre intervention servira à compléter certains points évoqués par M. l'Ambassadeur Sun, ainsi qu'à aborder certaines questions qui revêtent pour nous une importance décisive.

La décision de juillet a permis aux Membres de réaffirmer collectivement leur attachement à la Déclaration de Doha. L'accord sur le cadre a évité une crise qui aurait entraîné un recul non seulement du système commercial multilatéral, mais aussi de l'économie mondiale en général.

À propos de l'agriculture, nous sommes rassurés par l'affirmation énoncée dans le cadre que le niveau d'ambition fixé par le mandat de Doha continuera d'être la base des négociations. Le cadre a été utile pour énoncer des lignes directrices supplémentaires en vue d'atteindre les objectifs fixés à Doha, même s'il est évident qu'il faut toujours des orientations politiques pour les éléments essentiels qui lui permettront de produire des résultats véritablement favorables à la libéralisation et au développement.

Plus nous attendrons pour mettre en œuvre la réforme nécessaire, plus nous différerons les gains en matière de développement qui découleront d'un environnement commercial équitable et axé sur le marché pour les produits agricoles. Les difficultés attendues des divers scénarios politiques ne doivent pas nous dissuader de chercher à mettre au point des modalités complètes d'ici à la sixième Conférence ministérielle qui se tiendra en décembre 2005 à Hong Kong et qui marquera la conclusion de fond de ces négociations.

Compte tenu de ce délai, il est important d'avoir une structure et un programme de travail qui maximise les efforts, afin d'élaborer les meilleures modalités de réforme d'ici à la réunion de Hong Kong. À cette fin, nous insistons pour que la priorité soit donnée aux travaux sur les règles générales et sur les domaines qui ont le plus besoin d'une réforme. Le premier ensemble de questions mentionné dans la déclaration de M. l'Ambassadeur Sun donne une bonne indication de la série de points auxquels doit être consacré l'essentiel de nos travaux techniques. À notre avis, il serait plus constructif et plus ambitieux de nous attaquer tout d'abord aux questions techniques et au travail de rédaction nécessaires pour mettre au point des règles et disciplines générales qui permettront de rééquilibrer le système commercial agricole. Il faut donc établir des règles générales pour les trois piliers.

Nous constatons que la question des dispositions *de minimis* en faveur des pays en développement figure dans les travaux techniques préliminaires. Le Cycle de Doha est censé être la phase de "rattrapage" qui permettra de remédier aux déséquilibres subis par les pays en développement. Exiger des pays en développement qu'ils réduisent leur soutien *de minimis*, alors que les pays développés n'ont pas encore abordé l'élimination complète de leurs mesures qui faussent les échanges, notamment la MGS, ne ferait qu'aggraver les inégalités actuelles au lieu de les corriger. Il convient donc, avant même d'envisager une réduction du soutien *de minimis* de la part des pays en développement, de commencer par nous entendre clairement sur les disciplines et les engagements qui s'appliqueront à la réduction des mesures appliquées par les pays développés et qui faussent les échanges.

Les Philippines souscrivent sans réserve à l'intervention faite par l'Indonésie au nom du G-33. C'est en effet un pas en avant que d'avoir inscrit dans le cadre les notions de produits spéciaux et de



MSS comme instruments fondamentaux et indispensables pour répondre aux préoccupations des pays en développement. La prochaine tâche essentielle sera de préciser ces idées et de fixer des paramètres pour les traduire en instruments concrets aptes à être appliqués. Nous tenons toutefois à dire que les rédacteurs des modalités pourraient être tentés de définir ou d'établir des critères stricts pour les produits spéciaux et d'élaborer pour le MSS des modalités et conditions qui compromettraient l'efficacité potentielle de ces notions. Les règles qui seront élaborées pour les produits spéciaux et le MSS doivent offrir aux pays en développement la flexibilité nécessaire en matière de politique et de développement pour poursuivre, dans les limites des disciplines institutionnalisées concernant le commerce multilatéral, leurs propres objectifs de développement et leurs programmes d'ajustement conçus au niveau national. C'est, à notre avis, le meilleur moyen de rendre viables et effectives les futures dispositions relatives aux produits spéciaux et au MSS.

Enfin, les Philippines se déclarent prêtes à coopérer avec le Président et tous les Membres pour que le Programme de travail de Doha aboutisse à des résultats concrets dans le domaine de l'agriculture.

### Déclaration de Maurice

#### Catégorie verte

- Il faut faire avancer le processus.
- Le cadre représente un équilibre délicat, dans lequel chacun a quelque chose, et il ne serait pas avisé de le rouvrir.
- Dans ce contexte, il ne serait pas opportun de remettre en cause l'intégrité de la catégorie verte, ni les autres parties du cadre.
- Les appendices du document Harbinson sur la catégorie verte peuvent être utiles pour les travaux à venir, mais il faut noter qu'ils ont été rédigés sur des bases différentes de celles qui sont convenues dans le cadre.

#### Paragraphe 48 de l'accord-cadre

- Il se rapporte à un article 18 nouveau ou modifié de l'Accord sur l'agriculture.
- Il s'agit d'une question qui concerne chacun des piliers, y compris les aspects relatifs au traitement spécial et différencié.
- Il s'agit d'une question neutre par rapport aux nombreuses questions politiquement sensibles.

#### Documents pour les travaux à venir

- Les appendices du document Harbinson sont utiles, mais il faut tenir compte du fait que ce document et le cadre reposent sur des bases différentes.
- Documents de base du Secrétariat.
- Documents "JOB" pertinents.
- Le Secrétariat pourrait aider les Membres à cet égard en élaborant des documents de base et en dressant des listes de référence.

#### PDINPA/PMA

- Base des travaux: les paragraphes 24, 26, 18 et 48 de l'accord-cadre.
- Lien et contradiction entre certains paragraphes, notamment 24 et 18.
- Importance du suivi et de la surveillance; le paragraphe 24 est d'ailleurs celui qui met l'accent de façon importante sur le paragraphe 48.
- Le suivi et la surveillance ne doivent pas devenir un obstacle au détriment des PDINPA/PMA.

- L'Appendice 5 du document Harbinson tel qu'il a été modifié et annexé au document TN/AG/10 du 7 juillet 2003 peut constituer une base utile pour les travaux techniques.
- Selon le point de vue de Maurice, le job n° 167 contient des éléments pertinents au sujet des crédits à l'exportation.
- Relation entre les travaux à l'OMC et dans d'autres instances, l'OCDE en particulier, et adaptabilité de ces derniers au contexte de l'OMC.
- La question des PDINPA/PMA n'est qu'un élément de la question globale de la sécurité alimentaire, et le job n° 182 est pertinent à cet égard.
- La question des PDINPA/PMA est aussi un élément essentiel de l'équilibre, afin d'éviter qu'il y ait des gagnants et des perdants.

#### Entreprises commerciales d'État

- Le concept fondamental n'est pas remis en cause; la question concerne en fait de nouvelles disciplines.
- L'Appendice 7 du document Harbinson pourrait constituer un des éléments des travaux à venir.
- Il faudrait maintenir la zone d'exclusion prévue au paragraphe 5 c) de l'Appendice 7. Il faut noter en outre que les petits pays qui n'exportent qu'un produit ne déforment pas et ne déformeront jamais les échanges.
- Il faudrait préciser la flexibilité spéciale prévue au paragraphe 25.

#### Aide alimentaire

- Il ne faudrait jamais perdre de vue cet objectif.
- La sécurité alimentaire a été définie au Sommet de Rome.
- L'aide alimentaire est un des éléments de la sécurité alimentaire.
- L'aide alimentaire est une question importante pour l'Afrique.
- Lien et contradiction entre les paragraphes 18 et 26.

#### Traitement spécial et différencié

- Le traitement spécial et différencié fait partie intégrante des négociations en vertu du mandat de Doha.
- Le traitement spécial et différencié et les travaux généraux ne peuvent être dissociés.
- Les travaux généraux ne peuvent compromettre le traitement spécial et différencié (voir les paragraphes 18 et 24).

- Il y a une parité entre les travaux généraux et le traitement spécial et différencié, et non une hiérarchie dans laquelle les premiers auraient priorité sur le second.
- Les travaux généraux et les travaux sur le traitement spécial et différencié devraient aller de pair en ce qui concerne les mesures.

Déclaration de la Suisse (au nom du G-10)

Vous nous avez invités à exprimer les vues générales que nous pourrions avoir sur le cadre convenu pour l'agriculture. Je souhaite rappeler à cet égard que le G-10 a déjà présenté sa vision du cadre à la réunion que le Conseil général a tenue les 31 juillet et 1<sup>er</sup> août 2004. Les Membres intéressés peuvent se reporter à notre déclaration, qui figurera dans le compte rendu de cette réunion (WT/GC/M/87).

Nous sommes disposés à aller de l'avant sur la base du cadre convenu, afin d'établir des modalités mutuellement acceptables. Toutefois, il faudrait que les travaux sur l'agriculture avancent pendant que les négociations sur les autres sujets en arrivent peu à peu au même niveau de spécificité, afin de parvenir à un résultat général équilibré. Cela devrait aussi être perceptible pour les personnes extérieures.

Le G-10 est prêt à s'engager de façon constructive dans cette phase technique des négociations. Les travaux techniques devraient porter sur les trois piliers en parallèle. Nous estimons aussi que toute liste de questions techniques devrait être ouverte. Cette phase devrait servir à étudier et à éclaircir toutes les questions techniques qui intéressent les Membres. Conformément au paragraphe 2 du cadre, il est entendu que les considérations autres que d'ordre commercial seront prises en compte sur tous les sujets. Ces considérations ne se limitent pas aux questions concernant la catégorie verte.

Le G-10 suppose aussi que les propositions faites par les Membres sont toujours sur la table. Il faudrait en outre disposer d'un plus grand nombre de données. À cette fin, nous proposons que le Secrétariat dresse la liste des documents d'information et des chiffres nécessaires pour rendre opérationnelles les notions figurant dans le cadre. De la même façon, il faudrait analyser dans quelle mesure ces éléments devraient être mis à notre disposition. Les Membres décideront alors de la marche à suivre.

Il conviendrait par ailleurs de mettre à profit cette phase pour évaluer l'incidence des divers concepts examinés sur les importateurs et les exportateurs. Nous devrions aussi étudier quel effet l'élimination des subventions à l'exportation et la réduction substantielle du soutien interne auront sur les objectifs généraux des négociations.

En ce qui concerne le processus, le G-10 s'en remet au Président pour ce qui est de la forme et du calendrier des réunions. Comme toujours, il tient à insister sur l'importance vitale d'avoir un processus transparent qui inclue les sensibilités de tous les Membres. Cela est d'autant plus essentiel que nous ne discutons plus des paramètres généraux d'un accord, ni d'un cadre. Au cours d'une phase de négociation où l'on discute d'engagements spécifiques, il est de la plus haute importance que tous les Membres aient le même sentiment que le résultat leur appartient. Et il serait inconcevable que ce nouveau sentiment d'appropriation puisse résulter d'un processus tel que celui qui a conduit au cadre de juillet, au cours duquel une poignée de Membres a joué un rôle disproportionné dans la négociation.

**Annexe: Déclaration faite par le G-10 le 31 juillet**

Déclaration faite par le G-10 à la réunion du Conseil général le 31 juillet 2004

1. Le G-10 tient à souligner que le cadre relatif à l'agriculture définit des principes directeurs juridiquement non contraignants qui devraient nous conduire à des modalités. Il va sans dire qu'un certain nombre de notions devront être précisées et développées durant la phase suivante des travaux. Pour le G-10, il s'agira de donner aux Membres la flexibilité nécessaire pour atteindre les objectifs de Doha. Dans le domaine agricole, les sensibilités des Membres sont, comme leurs structures tarifaires, fondamentalement différentes, et elles sont incompatibles avec des approches rigides.
  2. Les considérations autres que d'ordre commercial font partie intégrante du mandat de Doha et revêtent une importance vitale pour le G-10. Dans le cadre relatif à l'agriculture, elles sont reconnues au paragraphe 2 de l'annexe A. Cela influe sur tous les aspects des négociations, y compris l'accès aux marchés. Nous tenons à rappeler que l'équilibre global des considérations d'ordre commercial et des autres considérations dans le mandat de Doha a eu une importance décisive pour de nombreux Membres lorsqu'ils ont choisi de s'engager dans le processus de réforme. Cet équilibre doit être maintenu dans le résultat final.
  3. Il est reconnu dans le cadre que les engagements pris au sujet de la catégorie bleue et de la concurrence à l'exportation préserveront l'intégrité des réformes en cours. Le G-10 voit en cela un principe central qui s'applique aux trois piliers, y compris l'accès aux marchés.
  4. Les difficultés fondamentales que nous crée la notion de plafond tarifaire ont été abondamment exposées à plusieurs occasions. Dans le cadre, la référence à un plafond tarifaire est désormais limitée à une future évaluation de cette notion et de son rôle éventuel. Nous sommes convaincus qu'une telle évaluation montrera qu'un plafond tarifaire dans une formule étagée avec un traitement distinct pour les produits sensibles n'a aucune raison d'être.
  5. Pour le G-10, l'équilibre global du résultat final des négociations est lié au traitement des produits sensibles. Nous tenons à souligner qu'au paragraphe 33 on reconnaît qu'il ne sera possible de trouver un équilibre dans cette négociation que si le résultat final reflète aussi la sensibilité du produit considéré. Ainsi, l'"expansion substantielle du commerce" que nous approuvons tous ne peut aller à l'encontre du traitement plus favorable des produits sensibles. Pour nous, la phase suivante des négociations permettra de réaliser concrètement l'équilibre mentionné au paragraphe 33. Les critères cohérents et équitables mentionnés au paragraphe 34 devront être élaborés dans le même esprit.
  6. S'agissant de la question du soutien interne, il découle selon nous du cadre qui vient d'être adopté que l'harmonisation se fera sur la base des niveaux absolus de soutien. Par ailleurs, la méthodologie à convenir pour le plafonnement par produit de la MGS ne devrait pas compromettre les réformes en cours. Elle devrait également tenir compte de facteurs tels que l'ajustement structurel et les situations d'urgence.
-